

PRÉFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

**SERVICE de la COORDINATION
des POLITIQUES PUBLIQUES**

Bureau des procédures environnementales

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL DE MISE EN DEMEURE

N° 2017/1351

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE,
Officier de la Légion d'honneur,

Vu le Code de l'environnement, et notamment ses articles L 171-8, L 514-5,

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements,

Vu l'arrêté préfectoral 2010/341 du 6 décembre 2010 modifié encadrant le fonctionnement de l'usine de fabrication de tuyaux et pièces de voiries en fonte exploitée par la société SAINT-GOBAIN PAM sur les territoires des communes de PONT-A-MOUSSON et BLENOD-LES-PONT-A-MOUSSON,

Vu le rapport référencé PP/NA/LL/221-2017 en date du 19 mai 2017, faisant suite à la visite de contrôle des installations susvisées effectuée le 29 mars 2017, au cours de laquelle l'inspection des installations classées de la DREAL Grand Est constate le non respect des prescriptions fixées à l'article 9.5.1 de l'arrêté susvisé et propose de mettre en demeure l'exploitant de remédier à ces non conformité dans un délai de 6 mois,

Vu le courrier du 19 mai 2017 par lequel l'inspection des installations classées a notifié, par courrier recommandé avec accusé de réception conformément aux dispositions des articles L.171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement, à la société SAINT-GOBAIN PAM le rapport référencé ci-dessus,

Vu le courrier du 31 mai 2017 par lequel la société Saint-Gobain PAM accuse réception du rapport de l'inspection des installations classées visé ci-dessus et indique qu'elle engage dès à présent les démarches nécessaires pour remédier aux non conformités constatées,

Considérant que lors de la visite de contrôle de l'usine de fabrication de tuyaux et pièces de voiries en fonte exploitée par la société SAINT-GOBAIN PAM sur les territoires des communes de PONT-A-MOUSSON et BLENOD-LES-PONT-A-MOUSSON, effectuée par l'inspection des installations classées le 29 mars 2017, il a été constaté que plusieurs centaines de tonnes de sables de fonderie étaient entreposées à l'extérieur du bâtiment prévu à cet effet, en plein air,

Considérant que ces conditions d'entreposage desdits déchets sont contraires aux dispositions de l'article 9.5.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation 2010/341 du 6 décembre 2010 modifié, qui interdit d'exposer les sables de fonderie aux intempéries,

Adresse postale : Préfecture de Meurthe-et-Moselle 1, rue Préfet Claude Erignac – CS 60031 – 54038 NANCY CEDEX
Téléphone : 03 83 34 26 26 Télécopie : 03 83 34 52 34

Accueil du public : 6, rue Sainte Catherine - 54000 NANCY

Retrouvez les horaires d'accueil des services sur <http://www.meurthe-et-moselle.gouv.fr> ou sur notre serveur vocal 03 83 34 22 44

Considérant qu'en application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement, en cas d'inobservation des prescriptions applicables aux installations, l'autorité administrative met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine,

Considérant que les dispositions du présent arrêté visent à préserver les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement,

Sur proposition du Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle,

ARRÊTE

Article 1^{er} - Champ et portée du présent arrêté

La société SAINT GOBAIN PAM, dont le siège social est situé 21, avenue Camille Cavallier – 54 700 – PONT-A-MOUSSON, est mise en demeure de se conformer aux dispositions de l'article 9.5.1 de l'arrêté préfectoral n° 2010/341 du 6 décembre 2010 modifié, imposant que les sables de fonderie soient protégés des intempéries, **dans le délai maximal de six mois à compter de la date de notification de la présente injonction.**

L'exploitant désigné ci-dessus justifiera au Préfet et à l'inspection des installations classées, dans le même délai, le complet achèvement des travaux de mise en conformité correspondants.

Article 2 – Sanctions administratives

Si, à l'expiration des délais fixés à l'article 1 du présent arrêté, l'exploitant n'a pas déféré à la présente mise en demeure, il pourra être fait application des sanctions administratives prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement, indépendamment des sanctions pénales prévues à l'article L. 173-1 de ce même code.

Article 3 – Recours

Conformément aux articles L. 171-11 et L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif de NANCY :

- par l'exploitant, dans un délai de deux mois qui suivent la date de notification du présent arrêté,
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du même code, dans un délai de quatre mois à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

Article 4 – Exécution

Le secrétaire général de la Préfecture, l'inspecteur des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à :
- la société Saint-Gobain PAM

Et dont copie sera adressée :

- aux maires de Pont-à-Mousson et Blénod-lès-Pont-à-Mousson.

Nancy, le 8 JUIN 2017

Le préfet,

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général,

Jean-François RAFFY